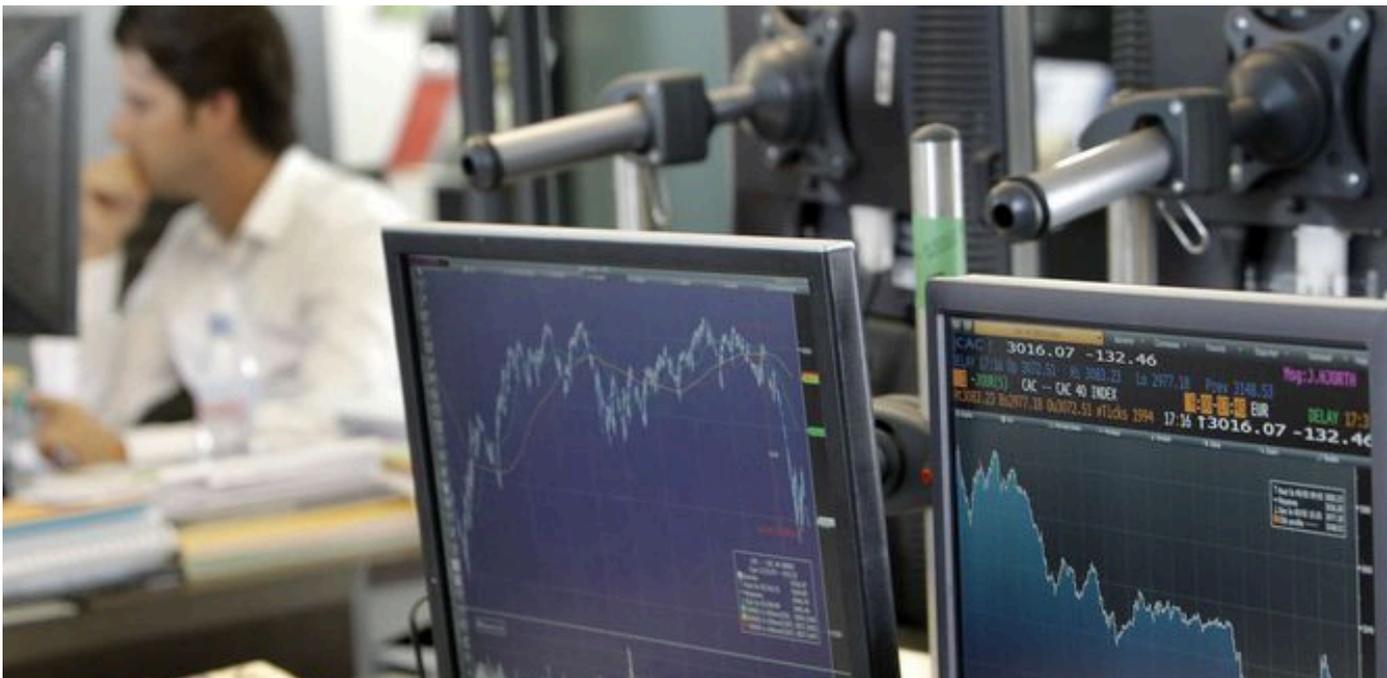


- 🏠
- ECONOMIE
- ÉCONOMIE FRANCAISE



[MENU](#)




 Connexion
 [S'ABONNER](#)

Super, le CAC 40 au plus haut

# La bourse et les dividendes explosent... et pourtant, le gouvernement n'en verra pas totalement la couleur

Par Tanguy Sanlaville

Publié le 21/03/2024 à 13:00

- 
- 
- 



Ecouter cet article La bourse et les dividendes explosent... et pourtant, le gouvern 00:00

Plus de gains boursiers font la fortune des investisseurs. Mais le phénomène devrait aussi donner le sourire aux percepteurs du Trésor Public. Pas de chance, depuis 2017, Emmanuel Macron a multiplié les gestes pour adoucir la fiscalité du capital et des revenus boursiers. L'année dernière, il aurait privé l'État des recettes pour un montant de... 2 à 3 milliards d'euros.

Enchaînant les résultats historiques, les entreprises du CAC 40 semblent particulièrement bien se porter ces derniers mois. En 2023, elles auraient ainsi versé 67,1 milliards d'euros de dividendes à leurs actionnaires selon la lettre financière *Vernimmen.net*. De même l'envolée des cours produit des plus-values pour les vendeurs et au final pour les caisses de l'État. Des recettes plutôt bienvenues en ces temps de budget impossible à boucler.

Sauf que, depuis l'instauration du prélèvement forfaitaire unique (PFU) en 2018, les revenus du capital sont plus légèrement imposés, à hauteur de 30 %, un taux qui inclut 17,2 % dédiés aux prélèvements sociaux et 12,8 % à l'impôt sur le revenu.

Le PFU, également appelé *flat tax* puisqu'il s'applique de la même manière sur tous les montants, cible en effet les dividendes, les placements (hors livret A) et les plus-values d'actions, qui étaient auparavant soumis au barème progressif de l'impôt sur le revenu et donc à des taux allant jusqu'à 45 %.

ACTUALITÉ DES MARQUES

**How AI search is driving the ecommerce revolution**

Learn the basics of AI-powered technology and intelligent search in this article

READ NOW

Inspired by  invicee

Alors combien ce CAC 40 à 8 000 points - à la santé insolente - rapportera à Bercy ? Beaucoup ? Pas mal ? Peu ? Pas simple. Mais les baisses d'impôts macroniennes privent clairement l'État de revenus supplémentaires.

## UN MANQUE À GAGNER DE PLUSIEURS MILLIARDS D'EUROS

L'instauration du PFU représenterait un manque à gagner de « 3 *milliards* » selon Vincent Drezet, aujourd'hui porte-parole d'Attac et ancien secrétaire national du Syndicat National Unifié des Impôts (SNUI).

François Ecalte, président de **Fipeco** et conseiller maître honoraire à la Cour des comptes, minore cette estimation. Pour lui, il faudrait prendre en compte l'effet de hausse des dividendes justement provoqué par la mise en place du PFU et souligné par le dernier des quatre rapports d'évaluation des réformes de la fiscalité du capital de France Stratégie.

En effet, toute l'argumentation libérale repose sur ce raisonnement : une baisse du taux de l'impôt peut attirer des capitaux et au final générer davantage de recettes. Le « trop d'impôt tue l'impôt » de l'économiste Laffer comporte sa symétrique : « moins de taux fait de l'impôt ». France Stratégie note ainsi que grâce à ce mécanisme, le cadeau fiscal s'est « *autofinancé budgétairement* » à la faveur de recettes supplémentaires.

**A LIRE AUSSI :** "[Histoire mondiale des impôts](#)" : aux origines (très) lointaines de la fiscalité

Après avoir incorporé aux évaluations cet aspect d'encouragement des dividendes, Vincent Drezet estime tout de même que le manque à gagner du fait de ce changement de système se situerait autour de « 2,5 *milliards d'euros* ». Le coauteur de *15 idées reçues sur la fiscalité* (éditions LLL) reconnaît qu'« on n'aurait pas eu 67 *milliards d'euros de dividendes s'il n'y avait pas eu le PFU* », mais plutôt « 60 *milliards* ». Pour François

Ecalle, la perte est difficile à chiffrer précisément. Elle s'échelonne entre 0 et 4 milliards.

## UNE FUITE EN AVANT DU GOUVERNEMENT ?

Malgré ces chiffres, pas question toutefois de faire marche arrière pour les macronistes. Au contraire, le ministre de l'Économie Bruno Le Maire avait affirmé en août dernier souhaité continuer à baisser les impôts sur les entreprises, ciblant pour l'année 2024 les impôts de production.

Il s'était également bien gardé à la fin de l'année 2023 d'évoquer un retour de l'ancienne formule de l'Impôt sur la Fortune lorsqu'il avait annoncé que le déficit était plus important que prévu... et avait privilégié **des coupes budgétaires**.

Aucun regret, donc, sur la politique fiscale, une opinion partagée par François Ecalle : *« est-ce que dans l'absolu il faut le regretter, non je ne pense pas ; je pense qu'il fallait ramener la fiscalité du capital à un niveau un peu plus comparable à celui d'autres pays »*. Et l'économiste d'encourager à économiser les dépenses publiques.

## LE PFU, SYMBOLE DE LA POLITIQUE FISCALE MACRONISTE

Vincent Drezet est bien plus critique. *« Si on avait laissé les règles antérieures, cela aurait provoqué deux effets : davantage de recettes et moins d'inégalités »*, estime le porte-parole d'Attac, qui regrette une *« financiarisation de l'économie »* accrue depuis la mise en place du PFU.

Il dénonce également un manque total de remise en question des macronistes depuis leur arrivée au pouvoir : *« il y a une espèce d'enfermement dogmatique sur le fait qu'on ne reviendra pas sur les mesures fiscales de 2017, en revanche on va continuer à taper sur les services publics »*.

**A LIRE AUSSI : Impôts : "Au secours... j'ai failli être d'accord avec Alain Minc !"**

Un constat partagé par Liêm Hoang-Ngoc, économiste et ancien député européen. Il souligne une *flat tax* *« spéciale pour les riches »*, qui leur permet d'être taxés *« à un taux dérisoire par rapport au barème progressif de l'impôt sur le revenu »*. Pour lui, le PFU provoque